

Pour la liberté des peuples africains, à bas l'intervention!

Il serait une erreur grave de formuler une opinion de l'intervention militaire française au Mali sur la base du concert assourdissant et unanime de la presse et de la télévision. Elles saluaient cet acte de guerre qu'elles jugeaient inévitable et, galvanisées, n'hésitaient pas à décerner le titre pompeux de grand chef au président Hollande qu'à la veille encore elles tenaient pour un politicien mollassé. Mais ce serait aussi une erreur, peut-être encore plus grave de croire aux paroles de ce « chef » et de ses adjudants ainsi que de leurs alliés européens et mondiaux. Encore que..., il est vrai que l'on ne peut pas parler de la responsabilité immédiate de Hollande et Cie. pour la longue détérioration de la situation au Mali et de la région jusqu'à son pourrissement actuel. Mais il est impossible de les décharger de la culpabilité pour le long processus de déclin, car héritiers fidèles de ce gâchis, ils l'assument sans scrupules et totalement. C'est dans ce sens bien précis que leur intervention était, effectivement, inévitable. De même qu'aujourd'hui ils crient victoire avec le contentement de devoir accompli, et avec une naïveté sur jouée.

Mais contrairement à la présentation pour le moins simpliste d'une situation où les Bons devraient affronter les Méchants, la réalité au Sahara et au Sahel apparaît incomparablement plus complexe. Pour sa compréhension, il est nécessaire de résumer brièvement les aspects les plus saillants du développement historique qui a préparé, formé et conditionné le milieu politique et social ainsi que tous les acteurs en présence, en aboutissant à la situation d'aujourd'hui.

Un court aperçu historique

En premier lieu et d'une manière générale, l'immense vague révolutionnaire qui déferlait en Europe à la deuxième moitié et à l'issue de la seconde guerre mondiale a atteint aussi le continent africain, avec un retard d'une bonne dizaine d'années. Or à l'opposé de l'Europe, où les directions des partis ouvriers ont tout fait pour canaliser les mouvements révolutionnaires vers le renforcement de la bourgeoisie par ses démocraties conventionnelles, l'impérialisme français (ensemble avec les autres), profondément ébranlé et affaibli par la guerre, ne pouvait pas opposer à l'élan irrésistible des

peuples colonisés à l'indépendance. En écartant ici les débuts agités des toutes premières années, - après la Tunisie et le Maroc (en 1956), le peuple algérien a conquis son indépendance en 1962, après huit années d'un dur combat armé. L'onde de choc révolutionnaire a secoué tous les pays situés plus au Sud et De Gaulle, le dirigeant plus clairvoyant que les autres d'une classe possédante épuisée, devait se rendre à l'évidence : il fallait remanier le colonialisme à l'ancienne, et une série des pays de la région accédait à l'indépendance, presque tous en 1960. (Sénégal, Mauritanie, Mali, Burkina-Faso, anciennement Haute-Volta, Niger, Tchad, Côte d'Ivoire, - la Guinée depuis 1958.)

L'espoir d'un renouveau prometteur éveillait et animait ces pays. Empruntant le pas d'une Algérie ou même d'une Tunisie, cherchant la voie d'un système menant au socialisme, la Guinée, le Sénégal et le Mali ont choisi à peu près le même chemin. Après le tunisien Bourguiba et l'algérien Ben Bella, le guinéen Sékou Touré et le malien Modibo Keita et leurs gouvernements conduisaient une série de nationalisations des biens de la puissance coloniale et de leurs ressortissants. Sur cette base, ils ont entamé une politique de relèvement de leurs pays respectifs. Méfiants à l'égard de leur colonisateur qui ne cessait pas de rendre leur renouveau plus difficile, ils se sont carrément tournés vers l'URSS et les pays de l'Est pour un soutien et une assistance absolument indispensables. Le Sénégal s'engageait aussi vers une sorte de socialisme mais son président Senghor, connu par son attachement à la France bourgeoise républicaine, refusait l'orientation vers l'URSS et choisissait plutôt celle d'un panafricanisme et le dit « tiers-mondisme ». La lutte nationale pour l'indépendance, puis pour ce relèvement d'une sorte de « socialisme antiféodal » de Modibo Keita au Mali a été puissamment nourrie en particulier par la jeunesse, écrasée auparavant dans un esclavagisme où végétait un quart ou la moitié de la population du Sahel.

Mais les espoirs et les efforts de ce début, à peine pris forme dans quelques tentatives fécondes, se sont rapidement fracassés sur les obstacles nés de la pauvreté extrême de ces pays et sur le manque cruel de leurs moyens, poussés dans cet état par l'ancien pays colonisateur. D'un autre côté, l'insuffisance et la carence matérielles des pays dits « socialistes », piégés dans le carcan toujours appauvrissant du « socialisme dans un seul pays » et bridés par le stalinisme

oppressif, de plus en plus débiteur de ses créanciers capitalistes, ne permettaient pas - loin de là - de fournir l'assistance nécessaire, même s'ils avaient voulu le faire. Ainsi déçus et découragés, la plupart de ces « réformateurs socialistes » arabes et africains s'est tournés d'autant plus facilement vers l'ancien colonisateur et vers une politique oppressive que, de par leur origine et leur formation, ils étaient socialement éloignés des masses travailleuses et, en plus, c'est cet exemple qu'ils voyaient à l'Est de l'Europe. La solidité de caractère et la fermeté d'opinion d'un Keita, d'un Lumumba ou d'un Sangaré n'étaient pas données à tous. Ce n'est pas par hasard que tous ces trois ont été assassinés.

Quant aux directions du puissant mouvement ouvrier européen d'alors, elles ont toutes laissé enliser ces mouvements dans le marais croupissant d'une dégradation continue. D'autant plus, que partout elles ont déjà résolument engagé tout le mouvement ouvrier sur le faux chemin mortel du « crétinisme parlementaire » d'une collaboration avec la bourgeoisie.

Mais celle-ci, à l'opposé et complètement à l'inverse, dès le début s'attachait à maintenir et même à renforcer ses dispositifs et prérogatives de classe. Contrainte et forcée d'abandonner la méthode coloniale de son système impérialiste, c'est à travers le pouvoir bonapartiste de De Gaulle qu'elle s'adaptait à la nouvelle situation. Les officines obscures du Général, sous la direction occulte de son secrétaire Jacques Foccart, ont fiévreusement réorganisé les réseaux politiques, administratifs et militaires de l'impérialisme français en les conformant à la nouvelle configuration politique. La bête féroce de l'impérialisme colonial s'est ainsi revêtue de la peau d'agneau postcoloniale d'une « coopération ». C'est de cette manière que s'est forgé tout un système, le tristement célèbre « Françafrique » qui, sous la couverture d'une collaboration serrée avec les pays africains, continuait (sous tous les présidents !), l'ancienne pratique impérialiste, à peine déguisée derrière la forme due à « l'indépendance » des Etats respectifs.

Très rapidement, toute une série des putschs militaires a ostensiblement traduit et marqué la limite de l'« indépendance » dans la plupart des pays africains concernés. Même dans les pays mieux préparés par une longue lutte, les colonels factieux Ben Ali et Boumediène ont résolument mis fin aux

Timides vellités démocratiques d'un Bourguiba ou d'un Ben Bella. Partout les militaires putschistes ont installé des dictatures appuyées sur une armée pléthorique et un parti unique, des régimes africains correspondants au système « Françafrique », répliques symétriques de celle-ci. Presque partout, les régimes indépendants de l'ancienne génération des combattants bourgeois plus radicaux ont cédé la place aux régimes corrompus des dictateurs. Là où les anciens sont restés au pouvoir, leur dégénérescence devenait inévitable.

Par la force des choses, cette « coopération » entre une série des pays africains, indépendants mais appauvris et spoliés à l'outrance par une longue colonisation précédente impitoyable, et la France, grande puissance hautement développée, maintenait puis exacerbait l'inégalité économique et sociale monstrueuse entre ces « partenaires ». L'image d'un loup affamé dans une bergerie en donne une comparaison adéquate. Il est bien caractéristique que dès la fin de la deuxième guerre mondiale, les fils serrés de la camisole de force du système monétaire de la zone franc ont lié les pays africains à la France dans une dépendance étroite. Le 25 décembre 1945, un franc spécial de la Communauté Africaine Financière (CAF) a été créée à l'usage de ces pays (y compris ceux plus au Sud), dont la valeur fixée par le gouvernement français a été établie outrageusement basse : 1 franc CAF valait seulement 0,02 franc de la métropole. (Il faut noter qu'après la Guinée de Sékou Touré, le malien M. Keita faisait sortir, lui aussi, son pays de ce système de zone franc, en 1963. Mais face aux difficultés économiques, il a dû le rejoindre, peu avant son renversement.)

Ces sorties étaient pleinement justifiées. Car le franc CAF consacrait l'inégalité criante entre ces économies souvent excessivement retardées et la France bourgeoise, l'un des pays le plus développé. Dans le commerce imposé par cette France « bienveillante », cette dernière obtenait les produits et les matières premières agricoles (et autres) aux prix dérisoires, en-dessous même des prix mondiaux, déjà traditionnellement bas. A l'inverse, ses propres produits manufacturés ont été écoulés bien chers sur ces marchés garantis sans risques majeurs. Ainsi ce système non seulement maintenait l'inégalité flagrante mais la portait au niveau insupportable. Faut-il préciser que c'est ce déséquilibre ordonné et légalisé qui fonctionnait tout au long – jusqu'aujourd'hui ? Plus exactement, en 1994, il a été poussé plus loin par le gouvernement Balladur (sous le président Mitterrand) à un point explosif,

En diminuant encore plus la valeur du franc CAF – de 50 % ! Avec l'euro, la bourgeoisie française a soigneusement conservé ce taux honteux de surexploitation : en 2011, 1 euro était égal à 655.957 francs CFA. Et on nous rebat les oreilles de contes de fée sur la fin de l'impérialisme ?

C'est dans ce cadre remanié de l'impérialisme que ces pays ont été poussés – directement mais aussi par l'intermédiaire de leurs dictatures successives – à l'abandon de leur rêve progressiste. Mais il y avait pire. Dans la configuration politique modifiée du système impérialiste, ils ont dû continuer à remplir leur rôle traditionnel de fournisseur de produits agricoles et de matières premières très bon marché. La force violente visible a été supplantée par celle d'une contrainte économique sournoise. Dans ce sens et objectivement, ces pays contribuaient, à leurs corps défendant, à ce que la bourgeoisie mondiale ainsi revigorée puisse épauler et soutenir ses « trente glorieuses ». La « paix sociale » relative de cette expansion, assurée par le pacte de cette même bourgeoisie avec les bureaucraties puissantes (réformiste et stalinienne) qui verrouillaient le mouvement ouvrier, était ainsi payée en grande partie par cette surexploitation des anciennes colonies. Son résultat inévitable était l'endettement colossal de ces pays pauvres « indépendants », sur lequel mêmes les officines variés de la bourgeoisie ont déversé pas mal de larmes de crocodile.

Détérioration économique, sociale et politique

Lorsque la bourgeoisie entreprenait globalement de réduire cet endettement par l'entremise de ses agents néolibéraux, la situation empirait bien davantage. Depuis le début des années 1980, le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque mondiale – en contrepartie de leur « aide » à diminuer cet endettement, - ont contraint tous les pays concernés à des « ajustements structurels » massifs, sous forme des réductions drastiques des budgets et des dépenses, ainsi que des privatisations étendues. Des entreprises françaises (et autres aussi) ont acheté pour des brouilles un grand nombre des entreprises locales, en plus de l'installation confortable des sociétés géantes comme Total, Areva et une multitude d'autres. Le résultat catastrophique ne s'est pas fait attendre longtemps. (Il est un fait remarquable que, ce que l'on voit aujourd'hui en Europe, n'est pas une nouveauté, née comme une réaction à la crise ; d'ailleurs, les latino-américains l'ont déjà dououreusement expérimenté avant les Africains.)

Les premières victimes étaient, en Afrique aussi, les systèmes de l'éducation

et de la santé dont les premières réalisations, souvent remarquables, donnaient une fierté légitime à ces jeunes pays indépendants. Les restrictions budgétaires de plus en plus contraignantes ont ruiné ces réalisations prometteuses.

Les réductions impitoyables des dépenses ont privé l'agriculture aussi de toute aide : aussi bien les fermes étatiques qui ont fait faillite que les paysans indépendants, ruinés parce que restés sans crédit. Les salaires ruraux déjà très bas ont connu – dans toute l'Afrique – 30 % de diminution en général, durant ces années. L'agriculture de Mali, par exemple, qui, à la fin des années 1980, assurait encore 67 % de l'exportation du pays avec sa production cotonnière, voyait celle-ci brisée, et la paysannerie laminée. En plus, depuis 1960, plusieurs sécheresses terribles ont frappé toute cette région, amenant une avancée régulière du désert. Des fonds nécessaires pour un grand réseau d'irrigation et un système hydraulique efficace font cruellement défaut. De même que les crédits bon marché indispensables aux petits paysans.

Ces calamités sociales ont abouti, d'une part, à une famine terrible qui s'abat périodiquement sur cette région et, d'autre part, à l'exode rural massif qui pousse des dizaines ou des centaines de milliers de personnes déracinées vers les terribles taudis surpeuplés des villes. Les habitants de Nouakchott en Mauritanie, pourtant très pauvres, appellent les baraques de « leur » bidonville crasseux de « dépôt d'ordures ». Quant à la famine, l'hypocrisie des campagnes successives d'aides alimentaires lancées et favorisées par la bourgeoisie et affectionnées par les petit-bourgeois bien-pensants masquent mal la responsabilité directe des uns dans ces désastres, et leur incapacité organique d'y remédier, ainsi que la complicité déférente des autres. Cela dit, personne n'interdit aux bonnes âmes de secourir les gens affamés, mais la réalité nous met en garde vis-à-vis de ce succédané aléatoire qui ne touche en rien à la racine du mal.

Le chômage chronique frappe aussi l'ensemble de la population qui, depuis ces années-là, subit de plein fouet sa croissance géométrique. Déjà en 1989, il dépassait 22 % de la population active, et plus que la moitié de la jeunesse en Algérie, un pays pourtant mieux loti que le Mali ou d'autres pays du Sahara et du Sahel. Une partie importante de la population cherchait constamment refuge dans l'émigration, qui lui paraissait toujours comme une issue de cette catastrophe sociale. Ce qui explique le nombre très élevé des Maliens (2 millions) vivant en France aux alentours de 1990. Ce chiffre correspondait à presque le quart de la population totale du pays ! Mais la France vigilante veillait au grain. Charles Pasqua, le digne successeur de l'organisateur Foccart de « Françafrique », a

Inauguré le rapatriement forcé des centaines de milliers d'Africains. Ses héritiers en ont fait un procédé régulier qui fonctionne comme une véritable institution sous les auspices, là aussi, de tous les présidents. Après les expulsions régulières organisées par Guéant, c'est tout récemment que Manuel Valls chargeait encore un avion de plusieurs dizaines d'immigrants. Et l'on s'abstient d'en décrire la méthode. Toujours est-il que pour l'heure, certains journalistes évaluent encore à 120.000 le nombre des Maliens présents en France. Mais qui sait le nombre exact de ces parias prolétaires échappés à la misère complète là-bas mais pourchassés et persécutés ici pour manque du sacro-saint papier?

Alors que les peuples et leur jeunesse fuient ces pays, les grandes entreprises -mais aussi plus petites, françaises ou d'autres nationalités, - s'y installent comme dans un Eldorado. Pour y exploiter la richesse de leur sous-sol et leurs main-d'œuvre bon marché. Laissant quelques prébendes sur place, ces entreprises rapatrient entièrement leurs profits, et vivent au-dessus des lois. Selon l'étude des camarades de *Survie*, la balance commerciale de France avec le Mali est excédentaire de 300 millions d'euros (2010-11), cinq fois plus que « l'aide » publique dérisoire qu'elle accorde à ce pays!

Parallèlement à ces destructions, un long processus d'asservissement se poursuivait dans ces Etats, en les adaptant de plus en plus aux besoins des capitalistes de la France « protectrice ». Les agents métropolitains de « Françafrique » ont soigneusement canalisé et téléguidé ce passage convulsif. Les cliques locales enrichies s'entre-dévoient pour désigner, par une interminable série de putschs, laquelle d'entre elles s'emparera de l'Etat, peu à peu réduit à son appareil répressif. Le groupe vainqueur, après avoir mis la main sur les mannes de la Communauté « coopérative » et d'autres prêts de « développement » (?), essayait de remplir ses tâches de substitut de l'ancien colonisateur. Au fur et à mesure de l'appauvrissement de ses Etats, ces tâches se sont réduites à l'essentiel : assurer, préserver et renforcer le pouvoir afin de consolider les positions et l'influence économiques et politiques de la France, tout en maintenant un régime oppressif contre les travailleurs. Les actuels détenteurs du pouvoir, comme les marionnettes Deby (Tchad), Compaoré (Burkina Faso) et Touré (Mali) n'ont rien à voir avec les figures indépendantes de la première génération des dirigeants. Ils sont mêmes à l'opposé d'un Keita par exemple. Le plus important moyen de leurs objectifs, sinon le seul, était et reste l'armée.

Or, la dégradation rapide et générale de la situation a provoqué des séries de

Putschs où le rôle de déclencheur des masses paupérisées est de plus en plus visible. Car la détérioration économique et sociale érodait.

Dénouons l'imbroglie politique nord-africain!

Avant tout, il est nécessaire de refuser la présentation simpliste que le pouvoir interventionniste donne sur le contexte et les conditions de cette région africaine. Même si, et cela coule de source, elle est rabâchée en continu par toute une presse bruyante. A tel point que certains courants et hommes politiques, tout en émettant leurs doutes quant aux « arrière-pensées... néocoloniales » de cette opération, donnent néanmoins leur approbation, bien sûr « sous réserve », à cet acte militaire qu'ils considèrent comme un « préalable » nécessaire. Tel que le député du PCF François Asensi qui (L'Humanité, 18 janvier 2013), après avoir avalé cette énorme couleuvre de l'intervention, se presse d'ajouter que « ...la France doit affirmer clairement l'objectif, la reconstruction d'un Etat démocratique ». Certainement, il imagine de le faire sur la base de cette intervention (!?).

Or, contrairement aux affirmations retentissantes et à leurs dupes embarrassés, en aucun cas, les courants et les programmes de cette région de l'Afrique et leurs rassemblements et formations politiques ne peuvent être réduits, d'un côté, aux seuls groupes islamistes fanatiques et, de l'autre, aux fidèles de ces gouvernements. La réalité est beaucoup plus riche et complexe. Avant même d'en esquisser quelques traits, sans aucune prétention d'exposer la totalité, il suffit de comparer les interventionnistes et leurs complices au célèbre éléphant entré dans le non moins célèbre magasin de porcelaine. Encore que, - à la décharge d'un éléphant ordinaire, doux et pacifique, - l'agressivité militaire, brutale et sans égard pour les « détails », est la caractéristique innée et naturelle de l'impérialisme dit « néocolonial ».

Comme je l'évoquais plus haut, après une très courte période d'un réveil national et social, au lendemain de la seconde guerre mondiale, les revers économiques successifs des nouveaux pays indépendants se sont transformés en une régression sociale constante. L'immense majorité des classes populaires (ouvriers, paysans, éleveurs et bergers, pasteurs, etc.) s'est considérablement appauvrie, en particulier, celle des nombreuses peuples et ethnies en situation inférieure. Cette dégradation a constitué la base et la raison de l'explosion fulgurante de toute une série de programmes et d'une pléiade de mouvements sociaux et nationaux variés. Il est impossible de les recenser ici, mais en général, ils se sont appuyés sur les courants et les mouvements précédents dont certains remontaient au 19^e siècle. Plusieurs traditions de grands courants de pensée et des mouvements sociaux et nationaux anciens sont restés vivaces jusqu'aujourd'hui. Dans la plupart des cas, les revendications sociales et nationales se sont enchevêtrées

indissolublement. L'origine de certains mouvements se trouve dans un passé lointain.

En particulier, le mouvement ouvrier européen du 20^e siècle inspirait par exemple une syndicalisation puissante parmi les ouvriers de ces pays ainsi que l'apparition des partis ouvriers et communistes. L'actuel syndicat tunisien l'UGTT, adversaire des salafistes, est l'un des fruits de cette coopération dont le redressement renforcé peut être considéré non seulement comme un facteur important de l'opposition au gouvernement des religieux, mais aussi celui d'un changement politique positif. Il est connu aussi que le guinéen Sékou Touré (secrétaire général de la CGT de l'Afrique noire en 1948 !) s'appuyait sur les syndicats guinéens pour impulser le mouvement pour l'indépendance de son pays, et irrigué sa conception pour une sorte de socialisme. Le mouvement de l'indépendance algérien était aussi, en grande partie, influencé par le mouvement ouvrier français.

Il serait donc impardonnable de considérer les combats émancipateurs sociaux et nationaux de ces pays du haut d'un quelconque podium élevé d'une soi-disant suprématie européenne. Des traditions souvent séculaires et des riches expériences anciennes nourrissent aussi les luttes ouvrières et populaires de l'Afrique et de sa région de Nord. Ce sont ces mouvements - malgré leur situation extrêmement difficile, parce que tributaire du retard imposé à leurs pays, en

Si, en publiant le communiqué des camarades de « *Survie* » dans le 1^{er} no. de notre journal, nous avons indiqué de voir « différemment certains aspects importants de la rébellion », nous pensons essentiellement à cette situation sociale et nationale, ainsi qu'à ces mouvements et groupes. Certes, les camarades de « *Survie* » non seulement condamnent courageusement l'intervention, mais sont connus aussi pour avoir collecté une masse de faits précieux relatifs à cette région de l'Afrique. Mais dans leur indignation et condamnation juste et rapide de l'intervention, nous pensons qu'ils se sont égarés lorsque derrière la bulle regonflée des fanatiques religieux, ils ont perdu de vue justement ces mouvements et leur base sociale et nationale. Or, c'est précisément dans cette direction que l'on doit chercher la clé de la situation, ainsi que de son issue, et en aucun cas vers les armées (?) des régimes corrompus ou leur protecteur l'ONU. Les camarades de « *Survie* » parlent de l'intervention française comme « une pression importante sur les autorités maliennes », comme si celles-ci existaient réellement indépendantes d'elle. Ils estiment également « nécessaire » que la France « respecte au plus vite les résolutions de l'ONU ».

Mais d'abord au lieu d'une « pression », l'intervention française est le sauvetage nécessaire de ces « autorités ». Non seulement maliennes mais - on doit le préciser ! - de toutes les autres de la région ! Les camarades devraient voir non seulement les autorités fran-

çaises (l'Etat) comme les dépositaires et représentants d'une classe sociale bien définie, la bourgeoisie, mais aussi celles de ces pays, de ces Etats africains. Avec la différence importante - que ces derniers n'existent pas et n'agissent pas au nom de leur propre bourgeoisie, - puisque même les morceaux débiles de cette classe autochtone n'est qu'un annexe subalterne de la bourgeoisie de métropole (et mondiale). Ces Etats existent et agissent donc comme l'organe local de celle-ci, bien qu'ils soient parés de la feuille de vigne de l'indépendance.

A partir des années 1980, lorsque le passage dit ultralibéral du système capitaliste-impérialiste a singulièrement exacerbé l'exploitation de ces pays, toutes les traditions de lutte se sont réveillées et ses héritiers directs et indirects se sont mis en mouvement. Les grands soulèvements libérateurs de 2011, que les journalistes appellent « révolutions arabes », sont aussi des manifestations de ces luttes, tout en constituant le composant précurseur important d'une révolution européenne et mondiale en gestation. Il est assez connu le rôle notable que le syndicat UGTT a joué dans le soulèvement tunisien et dans le renversement du pouvoir, malgré sa contamination par celui-ci. Il est peut-être moins connu l'activité décisive que la classe ouvrière égyptienne développait dans la révolution, en organisant ses grèves et en renouvelant ses syndicats. Aujourd'hui, ses combats, sporadiques mais incessants, constituent un élément important pour la défense et la poursuite de cette révolution. Quant à l'UGTT, nous voyons tous sa participation décisive à la mobilisation actuelle.

Si ce « printemps arabe » fait partie intégrante d'une révolution européenne en gestation et, indéniablement, contribuait au réveil encore balbutiant de la jeunesse européenne, il avait aussi sa prolongation dans les soubresauts encore désordonnés des masses spoliées et déracinées de cette région africaine, dont les mouvements islamistes aussi forment un large composant mais, hélas, défiguré et falsifié. En tout cas, certains mouvements et organisations politiques, anciens et nouveaux, ont relevés la tête, souvent inspirés par le mouvement ouvrier européen d'autrefois, mais aussi par leurs vieilles traditions. Et plus près de nous, par les bouleversements révolutionnaires de 2011.

« Une nation qui opprime une autre ne peut pas être libre » (Marx).

Depuis des siècles, l'immense région de l'Afrique du Nord et de l'Ouest

comprenant le Sahara et le Sahel, était toujours secoué par les mouvements et des rébellions de telle ou telle nation ou ethnie qui la peuplent. Les découpages artificiels des pays par les puissances coloniales, dans la plupart des cas, ont renforcé l'oppression nationale par les saccages et déchirements de l'unité ethnique ou nationale. Au moment de l'indépendance, certains de ces peuples - comme les Kabyles en Algérie et leurs parents berbères, les Touaregs au Mali (partout ailleurs aussi) - ont espéré d'obtenir une reconnaissance nationale en contrepartie de leur participation à la lutte anticoloniale. Mais dès le début, les nouveaux Etats indépendants, formés sur la primauté de l'ethnie (ou de la tribu) la mieux placée, refusaient partout toute concession, encore plus une sorte d'autonomie aux peuples ou ethnies minoritaires. Ce lourd défaut entachait profondément le réveil démocratique des révolutions bourgeoises qui secouaient ces pays, même ceux-là dont les élans « socialisants » allaient le plus loin. Il serait trop long d'examiner ici tous ces mouvements nationaux en détail. Cependant, il est indispensable d'en mentionner les plus importants.

Après le refus catégorique du nouvel Etat algérien, le peuple kabyle est entré en lutte prolongée pour son autonomie. Dès le début, non seulement elle a été refusée mais les Kabyles ont subi des répressions sanglantes répétées et une oppression nationale - jusqu'à nos jours.

Bien loin de là, une autre région, elle aussi pétrie d'une longue lutte nationale-ethnique, la Casamance au Sénégal combattait l'oppression. Dès l'accès du Sénégal à l'indépendance, elle a revendiqué son autonomie. Mais malgré la promesse évasive de Senghor, elle ne l'a jamais obtenue. La région est entrée en conflit armé ouvert au début des années 1980, lorsque le Sénégal essayait de parer à sa grande crise d'endettement (presque 2 milliards de dollars). Une issue lui paraissait l'extension de la culture d'arachide. Mais lorsque le gouvernement attribuait des terres aux colons venus du Nord pour ces plantations, les Casamançais, pratiquant depuis longtemps la riziculture, se sont révoltés. Depuis cette date, des cessez-le-feu alternent avec des nouveaux affrontements et le conflit demeure. D'autant plus, que l'Etat sénégalais, exactement comme les autres, du fait aussi de son appauvrissement continu, non seulement devient de plus en plus incapable de redresser la situation, mais transfère de nouveaux fardeaux à la Casamance.

Lorsqu'on regarde du côté de peuples multiples habitant le vaste territoire de Sahara et la Sahel, le rapport étroit entre la dégradation de la situation sociale des populations - souvent liée aux brusques changements de leur mode de vie imposés aussi

par la nature laissée à l'abandon - et le caractère inférieure ou même opprimé de leur existence ethnique et nationale, s'imbriquent profondément. L'histoire nous enseigne que tous ceux qui essayaient de les séparer des difficultés sociales, ou à plus fort raison de les opposer, ont dû le payer très chèrement.

Le peuple nomade sahraoui du Sahara occidental vit un véritable calvaire depuis fort longtemps. Alors qu'il luttait pour une autonomie, l'Espagne de Franco lui a refusé tous les droits. En 1975, à l'appel du roi Hassan du Maroc, des centaines des milliers envahissaient par une « marche verte » ce qu'ils considéraient le « Sahara marocain ». En réaction, le Front Polisario, fondé en 1973 par les jeunes étudiants sahraoui, proclamait la « République arabe sahraoui démocratique » protégée par l'Algérie. L'armée algérienne et marocaine se sont affrontées dans leur rivalité qui n'a rien à voir avec l'intérêt de n'importe quel peuple. Depuis que l'Espagne a quitté le territoire en 1976, l'Algérie protège la nouvelle république sahraouie, alors qu'elle a toujours refusé la moindre autonomie à la Kabylie et au mouvement touareg.

Depuis le cessez-le-feu de 1991, le Maroc contrôle 80 % de ce territoire, en laissant les 20 % pour le Front Polisario. Mais le despotique roi Hassan a construit une longue ceinture de sécurité de 2.500 km. (!) Dite « mur marocain ». (C'est le énième mur dans le monde érigé contre certain peuples qui défigurent le monde et déshonore les puissants !) Quant à la nouvelle République sahraoui, elle n'a aucune existence légale entre la reconnaissance de certains pays et le refus de la majorité d'entre eux - et celui de l'ONU !

Le problème des Touaregs est encore plus complexe. Du fait du découpage arbitraire et fantaisiste de la grande région par les puissances coloniales, les presque 2 millions de Touaregs se trouvent artificiellement cloisonnés en cinq pays différents. Ils font partie au grand nombre des peuples qui, écartelés entre plusieurs pays, vivent sans aucun Etat, sans droit à l'existence légale, souvent persécutés. En parlant d'eux, on pense inévitablement aux Palestiniens et aux Kurdes au Proche- et Moyen-Orient. Mais pour voir une image honteuse de la réalité impérialiste abaissée au rang d'une simple banalité, il ne faut pas aller aussi loin. Les Basques divisés entre le Nord de l'Espagne et le Sud de la France pourraient en dire aussi quelques mots, de même que les Irlandais, restés coincés encore au Nord de leur pays sous le talon de fer britannique.

D'un autre côté, la dislocation de plusieurs pays multinationaux, ainsi que le renouveau actuel des sentiments nationaux virulents, attestent aussi la contradiction croissante entre le capitalisme-impérialisme

et le fait national. (Sans parler de l'incapacité de la bureaucratie stalinienne de résoudre ce problème dans l'ancien URSS et son rôle criminel dans la dislocation de plusieurs Etats multinationaux qu'elle a gouvernés (URSS, Yougoslavie, Tchécoslovaquie).

Toujours est-il que le peuple touareg était l'un des perdants de la vague libératrice anti-impérialiste de l'après-guerre. Son sort concentre à peu près tous les problèmes relatifs à la question nationale dans cette région du monde, à la nature capitaliste des Etats qui les hébergent, ainsi qu'à la place que la religion, en particulier l'islam, y occupe.

Il est remarquable que même les dirigeants sincères du début de la vague révolutionnaire d'une démocratie bourgeoise fussent incapables de comprendre ce problème. C'est ainsi que Modibo Keita au Mali a sévèrement réprimé une insurrection touarègue déjà en 1963, avec l'aide complaisante de son collègue algérien Ben Bella, qui lui a livré les responsables Touaregs réfugiés en Algérie. « La répression a fait des milliers de morts dans l'indifférence générale » - écrit une source touarègue.

Mais il serait très long, donc inutile de reprendre ici l'histoire de multiples rébellions de ce peuple et de leurs négociations avec tel ou tel Etat de la région, ainsi que des massacres et des fuites des milliers de ses membres, qui jalonnent la vie de ces Etats dégénérés en vassaux de l'impérialisme

C'est à la suite du déclin et de l'effondrement économique général ainsi que, lié à cela, des revers successifs de leurs luttes nationales que les Touaregs ont durci leur comportement et radicalisé leur vue. Si l'ensemble du territoire et ses Etats ont subi les effets de la surexploitation impérialiste, le peuple touareg l'a doublement ressentie (en cela il n'était pas le seul). En plus du démantèlement des services, aucun investissement n'a soulagé ses peines, augmentées par le chômage massif, provoqué encore plus par la suppression des caravanes par des camions et par les sévices de sécheresses fréquentes. Des centaines de milliers de sont enfuis du Mali et vivaient dans les conditions très précaires en Niger, en Mauritanie, Algérie, Burkina-Faso, etc.

Il est connu que c'est après la défaite de Kadhafi qui enrôlait un grand nombre de ses « protégés » Touaregs qu'une partie importante de ces hommes armés revenait au Mali. Mais ce n'est pas ce détachement qui initiait le combat armé des Touaregs déjà fortement radicalisé. Il n'a donné qu'un moyen considérable à ce mouvement, présent depuis longtemps mais endurci par les déceptions en série, et qui ne

cherchait désormais que l'occasion pour se lancer. La fragilité extrême de l'Etat malien aggravée par la décomposition de l'armée, marquée par le putsch du capitaine Sanogo, fournissaient le signe et de l'occasion de l'attaque. Le « Mouvement de libération de l'Azawad », formé quelques mois auparavant, faisait alliance avec les groupes armés islamistes pour élargir son mouvement. C'est ainsi que, très rapidement, ils ont pulvérisé l'armée malienne et occupé le Nord du pays jusqu'au fleuve Niger.

Certes, une telle alliance a été une faute, mais facilement compréhensible, car le mouvement touareg a été très contaminé par sa propre fraction islamiste. En dépit de cette faute, le mouvement dans son ensemble doit être distingué de sa fraction islamiste « Ansar Eddine », même si celle-ci a indéniablement poussé le mouvement plus loin dans la radicalisation. Mais en aucun cas, il ne pourrait pas être assimilé à ces derniers, comme l'impérialisme français et ses serviteurs font tout pour le faire.

Contrairement à toute la machinerie de propagande, l'islamisme politique - même sa variante radicale - n'est pas un courant étranger à l'Afrique qui y serait importé récemment. Les islamistes locaux ont inspiré déjà les grandes luttes anticoloniales au cours du 19^e siècle. Contre l'oppression de toute sorte, les peuples exploités ont cherché refuge et consolation dans la religion. Depuis « La guerre paysanne en allemande » de Engels, nous savons que la religion sert à encourager et à stimuler la résistance et le combat des classes opprimées lorsqu'elles sont encore insuffisamment développées, ou - nous pouvons ajouter - lorsque leur sœur aînée, la classe ouvrière mondiale est en recul constant.

Si, tout dernièrement, l'islamisme a pris la place - des fois de façon agressive - aux directions civiles des mouvements sociaux et nationaux, c'est par suite de l'affaiblissement et du recul considérable du mouvement ouvrier mondial. Au cours de la dernière cinquantaine d'années, le passage marqué des partis sociaux-démocrates du rôle de soutien de la bourgeoisie à celui de sa représentation directe permanente, est l'un des éléments notable de cette déroute historique. L'autre est constitué par la destruction de l'Union Soviétique et le rôle dominant que la bureaucratie stalinienne y a joué, suivie par la désertion massive des ouvriers des partis communistes et leur recul inévitable. En conséquence, toute une série de partis et des groupes communistes et non-communistes qui dirigeaient ces luttes sociales et nationales ont été marginalisées partout dans le monde. A leur place sont apparus les mouvements religieux islamistes de l'Afghanistan au Maroc, en passant par la Palestine, l'Egypte, la Tunisie, etc.

Bien évidemment, cet « opium des peuples » fonctionne comme les autres drogues. En apportant une consolation et un soulagement passager, elle ne donne aucune solution à la maladie mais empoisonne encore plus l'organisme. La religion musulmane (comme les autres) n'apporte aucune amélioration mais, bien au contraire, elle conserve la situation rétrograde et désespérée des travailleurs. Nous le voyons très bien en Arabie saoudite, en Egypte et en Tunisie également. D'ailleurs cette religion contient en elle son aile radicale, le salafisme, comme le nuage porte les orages, en ajoutant les coutumes moyenâgeuses. Le peuple tunisien a récemment intensifié sa lutte contre cet « opium », comme le peuple égyptien aussi. On devra remarquer également que dernièrement il y avait une rupture importante au sein du groupe salafiste touareg « Ansar Eddine ».

Une situation qui s'aggravera inévitablement

L'armée française, juste précédemment contrainte à réduire ses moyens matériels, s'est faite piégée dans un fouillis inextricable des difficultés entrecroisées, insurmontables pour elle. Ce n'est pas par hasard que les alliés européens et américains de Hollande dosent très chichement leur « contributions », plutôt figurées et métaphysiques que réelles. Ils mesurent mieux la signification de l'étendue et les coûts de leur échec dévastateur en Iraq et en Afghanistan. Ils laissent à la bourgeoisie française et à son pantin Hollande la gloire plus qu'équivoque de tirer le marron du feu pour eux tous. Effectivement, le parti « socialiste » (?!) français se découvre brusquement comme la sentinelle avancée non seulement de « sa » bourgeoisie nationale, mais de l'ensemble de l'impérialisme mondial. C'est tout récemment que le vice-président américain en personne adoubaient le chevalier Hollande, en le confirmant dans ce rôle et lui décernant le satisfecit du seigneur.

Assurément, les patrouilles avancées de l'impérialisme mondial ne savaient pas où ils mettaient le pied. Chose incroyable mais vraie, c'est que cette armée s'est engagée alors qu'elle ne savait rien, pas plus que ses grands chefs politiques, de ce véritable chaudron bouillonnant où ils se sont empêtrés. Pendant longtemps, Hollande répétait de ne vouloir rester au Mali que pour quelques jours, puis ce sont ses expériences désagréables qui les ont fait modifier pour « ...un temps incertain ». Les interventionnistes enthousiastes ont dû se rendre compte qu'il fallait refaire non seulement l'Etat de Mali et son armée, mais aussi ceux de presque tous les pays de la région. Une gigantesque tâche qui dépasse et de très loin la capacité de l'Etat français.

Les dépenses colossales d'une telle entreprise excèdent largement les moyens maigrichons de la bourgeoisie française pataugée dans sa crise sans lendemain. La contradiction s'élargira encore plus entre les exigences financières de ces tribulations, sans doute persistantes, et le refus catégorique du moindre allègement des fardeaux toujours plus écrasants sur le dos des travailleurs. Certainement, ceux-ci ne toléreront pas que le gouvernement leur fasse porter, en outre le poids de la crise, aussi celui du rafistolage très coûteux de tout le système d'oppression de leurs frères africains. Déjà les seules dépenses de l'armée, si l'on en croit au ministre de défense, montait à 60 millions d'euro, jusqu'au 5 février, chiffre très certainement en-dessous de la réalité.

Et là encore on n'aborde pas les dépenses monumentales que l'ensemble d'une situation complètement délabrée réclame. Tout devrait être refait : tous les rouages de l'administration, sans parler des réseaux de la santé et de l'éducation. Hors de portée d'un Trésor français accablé et criblé de dettes.

Quant à cette armée, elle est incapable d'assumer même ses tâches prioritaires comme la sécurité des civiles. Des journalistes ont rendu compte de plusieurs lynchages massifs perpétrés par les soldats d'une armée malienne dépravée, le grand protégé de son aînée française.

Ces faits attestent non seulement la vivacité d'une haine revancharde des couches privilégiées et régnante du pays, nourrie contre toutes les populations arabo-berbères, mais aussi le degré lamentable de la valeur et de la volonté morales de l'armée française. Au moment de ces lynchages, elle a dû pudiquement regarder ailleurs, comme elle l'a fait déjà au Rwanda quelques années plus tôt, pour ne pas voir massacrer le peuple tutsi. Comme faisait déjà le détachement néerlandais de l'ONU en ex-Yougoslavie qui laissait les soldats du général Mladic exécuter 7000 Bosniaques du village de Srebrenica sans lever le petit doigt. Voici donc le niveau politique exécrationnel et le caractère éthique pitoyable et de ces armées et de l'ONU, enrobés de phrases ronflantes hypocrites

Sans aucun doute, l'intervention s'enlisera dans un marasme catastrophique encore plus profond et plus étendu qu'en Afghanistan. Comme conséquence inévitable, la situation européenne et mondiale s'aggravera encore davantage avec la recrudescence d'une lutte de classe mondiale plus âpre. Car ce qui se passe au Mali et alentour, concrètement aussi dans la mobilisation des travailleurs en Tunisie et en Egypte, préfigurent non seulement l'aggravation considérable des conditions vitales

mais aussi, et surtout, la mobilisation et l'entrée en scène des masses des travailleurs, l'amplification de leur activité et le durcissement de leur lutte.

Mais en lisant les déclarations des groupes et partis qui se démarquent de l'intervention française, on est frappé par leur caractère purement déclamatoire. D'ailleurs ces condamnations sont déjà fort bien faites – vu la grande masse des dupes ! – et, évidemment, nous nous mettons de leur côté. Mais même dans le cas où ils condamnent résolument l'intervention militaire, ils se limitent à cette protestation verbale. Autrement dit, la quasi-totalité de ces organisations (parti communiste, parti et Front de gauche, nouveau parti anticapitaliste et d'autres) prennent position plus ou moins nettement contre l'intervention militaire, mais se gardent bien de définir quelle serait l'orientation ou l'issue pour laquelle elles militent. C'est-à-dire, ces formations politiques se mettent dans l'attitude profondément négative d'un refus. Tout au plus, ces camarades ajoutent une généralité vide de sens, à savoir qu'il faut résoudre les problèmes (économiques, sociaux, nationaux) de ces pays. Ce qui est l'une de ces grandes vérités qui ne brillent pas par leur originalité. Si bien que même le gouvernement a fini de la reprendre et la répète.

Une orientation claire est nécessaire!

A vrai dire, dans la majorité des cas, ces groupes et organisations désignent néanmoins une issue qu'ils considèrent comme une solution. Ils disent, - parfois carrément revendiquent - que, sous le patronage de l'ONU, il faut confier l'intervention militaire aux Etats africains, au Mali et à ses voisins. Visiblement, ils imaginent sincèrement que ce serait la bonne solution puisque (c'est le fond de leur pensée), elle correspondrait mieux à l'image ethnique africain et à la sacro-sainte autorité de l'ONU. Ils ne sont absolument pas perturbés par le fait que Hollande et son gouvernement, depuis de longs mois, essaient désespérément de mettre en place précisément ce

Or, cette « solution » équivaut tout simplement au rétablissement du statut quo, à savoir la situation avant la débâcle de l'Etat malien et de son armée. Mais vouloir l'appliquer indépendamment de l'armée française est une mauvaise plaisanterie. Parce que c'est justement cette situation précédente qui provoquait le débâcle et aboutissait à l'état actuel désastreux. L'armée française est intervenue précisément pour sauver l'appareil d'Etat malien d'un effondrement complet. Malgré l'apparen-

ce, elle n'intervenait pas contre les terroristes islamistes. C'est l'emballage propagandiste, le prétexte qui satisfait tout le monde. En vérité, elle l'a fait pour secourir son appareil indigène mortellement menacé, en l'occurrence, par l'attaque islamiste. La population du Mali montrait sa joie, complaisamment filmée par la télévision française, moins à l'arrivée de l'armée étrangère française, qu'au fait d'être débarrassée d'une cruelle dictature moyenâgeuse. La présenter en tant qu'un accueil enthousiaste d'une armée étrangère, procède de la même mystification que l'interprétation du vote anti-Sarkozy comme s'il était une adhésion aux projets du parti socialiste.

L'armée française apparaît donc à plein jour, dénudée, en tant que le seul ciment de maintien de cet Etat débile, comme aussi de tous les autres dans la même faiblesse congénitale. Dans ce sens, elle est non seulement le facteur principal de cette Union Africaine, mais aussi seul pour opposer et organiser une résistance à sa décomposition inéluctable. Il est grand temps que les partis, les groupes et leurs dirigeants qui parlent au nom de la classe ouvrière, rompent nettement avec cette pensée rétrograde et grotesque, qui prend les Etats africains comme s'ils étaient l'émanation de leurs peuples et formaient un groupe, de nature indépendante, différente de l'impérialisme. Alors qu'en réalité, ils constituent l'un des rouages bien particulier – subalterne mais indispensable – du système impérialiste mondial, géré officiellement par le substitut de tous, l'ONU.

La régression notable de ces Etats par rapport aux problèmes fondamentaux de la société africaine, est la suite logique et le signe évident de l'échec manifeste de la bourgeoisie – même de ses éléments les plus radicaux du début – de résoudre les tâches élémentaires de la révolution bourgeoise. Ses représentants ne sont même pas capables d'en formuler les termes adéquats. La décomposition actuelle de ces régimes constitue, par la négative, une preuve éclatante de la justesse de la théorie de la révolution permanente de Léon Trotsky. Notamment, qu'à notre époque impérialiste, la bourgeoisie de n'importe quel pays, même arriéré, est organiquement incapable de résoudre les tâches d'une telle révolution, ou même de formuler ses mots d'ordre démocratiques. Toute orientation d'un soi-disant front populaire, toute politique d'alliance avec une aile de la bourgeoisie menaient aux échecs. C'est la leçon cruelle des événements.

Alors, en l'absence d'une orientation nette pour la théorie de la révolution permanente et de son application pour la mobilisation des travailleurs de toute la région, la situation catastrophique se dégradera encore plus et rapidement. En effet, l'alternative dressée naguère par Rosa Luxembourg, reprise par Trotsky, selon laquelle - ou bien la classe ouvrière réussira à renverser le capitalisme et ouvrir la voie vers le socialisme, ou bien l'humanité rechutera dans la barbarie - elle devenait aujourd'hui une question pratique immédiate.

A cet égard, du moins cette partie de l'Afrique (comme d'ailleurs le Proche- et le Moyen-Orient) a déjà devancé l'Europe, qui est désormais confrontée elle aussi à cette même alternative immédiate. Ce sont uniquement ses réserves multiples et variées qui ralentissent encore la maturation explosive de ce dilemme historique, ainsi que la non-préparation générale du mouvement ouvrier.

La classe ouvrière des pays de la région africaine concernée dispose déjà de plusieurs organisations politiques, même si elles sont encore faibles et minoritaires. Mais leur position et leur isolement pourra changer rapidement. Sans parler des syndicats, parfois puissant comme l'UGTT en Tunisie, ou dans d'autres grandes villes de la région.

Sans entrer dans les détails, il y a là un bon nombre d'organisations variées qui se considèrent marxistes et/ou ouvrières, et ont la capacité de déployer ensemble une lutte unitaire pour la région. La première condition d'une lutte, de même que de leur propre évolution, est sans doute la capacité de prendre en compte pleinement l'orientation de la révolution permanente et, sur cette base, l'élaboration et l'application des mots d'ordre démocratiques d'un changement révolutionnaire.

Les organisations révolutionnaires et ouvrières de l'Europe peuvent et doivent donner toute leur aide à cette clarification nécessaire, et c'est par là qu'elles retrouveront leur rôle et la jonction nécessaire avec leur histoire, comme soutien traditionnel des combats de leur frères et sœurs africains. Sur ce plan, un apport précieux pour

rait être la transposition du programme de transition de la IVe Internationale, la seule traduction concrète de l'orientation pour la révolution permanente qui, malgré quelques modifications nécessaires, reste entièrement valable. C'est le seul et unique chemin conduisant à la solution des problèmes graves qui, en même temps, corrigera une orientation fautive, et dépassera le stade d'une contemplation passive d'une situation, alors que les militants africains ont besoin d'un soutien clair et actif.

Février 2013

Balazs Nagy

Une lettre politique

C'est l'Agence France Presse qui nous apprend que J-C. Cambadélis, l'un des dirigeants du P.S. envoyait une lettre dernièrement à J-L. Mélenchon. (Le journal Le Monde en a fait état dans son no. du 26 janvier.) Non, Cambadélis n'a pas offert son soutien à ce dernier. Encore moins proposait-il son adhésion à ses formations politiques. Bien au contraire, il lui a reproché ! ... sincèrement, de critiquer systématiquement la politique du gouvernement et du P.S. Visiblement, il ne lui venait pas à l'esprit qu'une telle reproche serait bien étrange même si Mélenchon était membre du P.S. Or, justement, il ne l'est pas, et pour cause comme chacun le sait.

Mais Cambadélis ne prend pas la peine de réfuter ces critiques. Il n'en examine aucune, ce qui lui facilite la posture de les rejeter en bloc. Qu'est-ce qu'il veut alors ? Il le formule lui-même : « Nous te demandons de temps en temps de dire que la gauche fait des choses bien. »

En somme, incapable d'argumenter contre ces critiques, il lui propose un marchandage : Tu dis de choses bien sur nous - « de temps en temps », - et tout ira mieux entre nous.

Il oublie le cadeau de 60 milliards à la bourgeoisie, la tolérance de la fermeture des usines et les limitations sévères du Code de travail, - sans parler des autres mesures pareilles. Il devrait savoir qu'une telle politique forme un ensemble cohérent. Après tout, même un gouvernement de droite est obligé, « de temps en temps » - de décider « des choses biens ».

B.N.

«Encore une Internationale ?... »

C'est ainsi que réagissait un militant à la vue du sous-titre de notre journal - et probablement il n'est pas le seul. Nous saisissons donc aussitôt l'occasion pour demander à ce camarade d'expliquer et de développer sa remarque dans notre journal. Mais en attendant son article, une observation préalable s'impose. Effectivement, il y en a un certain nombre d'Internationales. Or, cette grande diversité reflète, malheureusement, la dispersion néfaste, pour ne pas dire le désordre paralysant du mouvement ouvrier désuni sinon cassé. Il y a donc tout un éventail d'Internationales. Au pôle opposé, on trouve même une « Internationale Socialiste » qui réunit tous les dirigeants d'une Europe d'austérité d'un Zapatero failli jusqu'au Hollande en exercice. Tout récemment, elle a même furtivement réélu son illustre secrétaire général Georges Papandréou, alors que le peuple grec l'a déjà chassé du pouvoir. Il est hors de doute que personne ne songe à nous ranger à côté de cette « Internationale »-là. Quant aux autres, certainement le titre éloquent de notre journal n'a échappé à personne. Nous pensons qu'à lui seul il indique clairement la place de notre Internationale marxiste, et nous sommes prêts à en discuter avec tous les camarades. En tout cas, pour nous cette distinction n'est pas un signe de séparation totale. Dès maintenant, nous nous tournons à tous et à toutes les Internationales pour unir nos efforts respectifs dans un front unique ouvrier indispensable contre l'offensive générale de la bourgeoisie et ses serviteurs. Et, éventuellement, pour clarifier nos différences en vue d'une meilleure compréhension de la lutte d'ensemble.

La Rédaction

François-Xavier Verschave (1945-2005)

Qu'est-ce que la Françafrique ?

La souveraineté de la grande majorité des ex-colonies africaines de la France est un leurre, c'est cela la Françafrique. Lorsqu'en 1958 De Gaulle arrive au pouvoir, il se trouve confronté à la pression du mouvement mondial anticolonial et, dans le même temps, à la pression des grandes puissances, les Etats-Unis et l'URSS qui poussent elles aussi à la décolonisation en espérant rallier à leur panache les peuples assujettis. De Gaulle décide alors d'accorder l'indépendance à toutes les colonies françaises – sauf à ce qu'on appellera plus tard les Territoires d'outre-mer, comme la Nouvelle-Calédonie, et aussi quelques points d'appui stratégiques comme les Comores et Djibouti. De Gaulle crée une nouvelle légalité internationale, des rapports d'Etat à Etats, Etats en principe souverains. En même temps il charge Jacques Foccart, l'homme de toutes les activités parallèles du gaullisme, de maintenir par tous les moyens la dépendance.

C'est là le point fondamental de la création de la Françafrique, qui fonctionne comme un iceberg : 10% des relations franco-africaines forment la partie émergée, immaculée. C'est le discours de « la France meilleure amie de l'Afrique », « plus grande donatrice », « patrie des droits de l'homme », « avocate de l'Afrique », tous ces slogans politico-médiatiques que l'on entend si souvent et qui ont encore une étonnante efficacité. Mais il y a aussi, dans un iceberg, 90% d'immérgé : il s'agit, en l'occurrence, de l'ensemble des structures parallèles mises en place par Foccart pour faire en sorte que ces pays restent dépendants.

Il y avait quatre objectifs à ce maintien de la dépendance : le rang de la France à l'ONU avec un cortège d'Etats clients ; l'accès aux matières premières stratégiques comme le pétrole et l'uranium (ou aux matières premières juteuses comme le bois, le cacao, etc.) ; le financement occulte des activités politiques du gaullisme, puis, par la suite, de tous les partis de gouvernement ; et enfin le maintien de ces colonies dans l'orbite occidentale. Ce quatrième point, que j'ai perçu plus tardivement, est capital pour comprendre la généalogie et la

réalité des réseaux françafricains.

Contrairement à la Grande-Bretagne, qui est restée présente économiquement dans ses colonies mais n'a pas mis en place le même dispositif de dépendance, le système Foccart a eu un fonctionnement totalitaire en ce sens que tous les éléments de la vie politique, économique et sociale, financière, policière, militaire, diplomatique, culturelle... ont été maintenus dans le giron français avec des méthodes parallèles. Ces méthodes ont, aux moments-clés, été d'une violence extrême. La guerre contre les indépendantistes camerounais (1957-1970) a fait entre 100 000 et 400 000 morts – le décompte n'a jamais pu être fait. Les méthodes employées furent dignes de celles de la guerre du Vietnam. La manière dont ces populations ont été massacrées a servi de leçon à tous ceux qui pouvaient avoir des velléités de résistance...

L'élimination des leaders authentiques (après le choc de l'élimination de Lumumba dans un autre pays francophone, le Congo ex-belge) a dessiné les règles du jeu. Sylvanus Olympio au Togo, un grand indépendantiste triomphalement élu, a été assassiné par un quarteron de sous-officiers franco-togolais frais rentrés de la guerre d'Algérie. Le tueur, Etienne Eyadema, est toujours au pouvoir quarante ans plus tard. Ce putsch sanglant a été exécuté sous la supervision de l'officier français chargé de la protection d'Olympio. On pourrait citer encore la disparition très trouble de Barthélémy Boganda, en Centrafrique – un pays qui ne s'est toujours pas remis de pareille perte. En Côte d'Ivoire, on a retourné par le chantage et la terreur un authentique leader, Houphouët-Boigny. Pour le reste, on s'est servi d'un procédé cher à Foccart, venu des Antilles où cela se pratiquait beaucoup : la fraude électorale massive. Elle a permis d'installer des personnages sans aucun relief, tel Ahidjo au Cameroun. (...)

On a donc installé dans les Etats africains des « gouverneurs à la peau noire » - un certain nombre d'entre eux ont la nationalité française, certains sont tout bonnement is -

sus des services secrets français, Omar Bongo au Gabon par exemple. Cette stratégie a permis de maintenir le système de domination et d'exploitation coloniale tout en donnant l'impression qu'il y a bien indépendance, puisque c'est un homme originaire du pays qui gouverne. Pour fidéliser ces chefs d'Etat « amis », on leur a accordé une sorte de chèque en blanc, une autorisation de puiser presque sans limites dans les caisses publiques, ce qui aura évidemment des conséquences économiques très lourdes.

Cet assujettissement politique se retrouve côté militaire. La « coopération » ou « l'assistance » plus ou moins avouées (bases militaires, formations des officiers en France, instruction et équipement des troupes, etc.) est adossé à des accords qui peuvent comporter des clauses d'intervention intérieure non publiées au Journal Officiel et ignorées du Parlement français, parfois depuis plus de quarante ans. Ne parlons pas des parlements africains! L'ingérence de mercenaires relève encore plus clairement de la partie immergée de l'iceberg. Un certain nombre de « francs-tireurs » n'ont cessé d'être utilisés pour tout ce qui était inavouable. Le plus célèbre est Bob Denard, qu'on retrouvait en peu partout dans les coups d'Etat, les guerres civiles ou les guerres d'agression comme celle du Biafra. Il avait une prédilection pour les manipulations, les célèbres « coups tordus » des services secrets français. Ces gens-là n'ont de mercenaires que le nom. Chaque fois que Denard a été jugé, il a reçu le témoignage enthousiaste des principaux responsables des Services, venus louer ses qualités de « corsaire de la République », fidèle serviteur des intérêts de la France. (...)

Ce système françafricain a donc permis et couvert quarante ans de pillage, de soutien aux dictatures, de coups fourrés, de guerres secrètes – du Biafra aux deux Congo, Le Rwanda, les Comores, la Guinée Bissau, le Libéria, la Sierra Leone, le Tchad, le Togo, etc. en conserveront longtemps les stigmates.

« Françafrique », cela veut dire aussi « France à fric ». Sur quatre décennies, les centaines de milliards d'euros détournés de la dette, de l'aide, du pétrole, du cacao... ou encore ponctionnés *via* les monopoles d'importation tricolores, ont nourri les réseaux politico-affairistes français et contribué à accoutumer la classe politique française à la grande corruption.

(François-Xavier Verschave et Philippe Hauser, **Au mépris des peuples**, le néo-colonialisme franco-africain, La fabrique éd., 2004, pp.8-13)